

Arrêté N° 2026_03978_VDM

**SDI 07/0116 - ARRÊTÉ DE MAINLEVÉE DE L'ARRÊTÉ DE PÉRIL NON IMMINENT
N°09/035/DPSP DANS L'IMMEUBLE SIS 92 RUE BRETEUIL - 13006 MARSEILLE**

Nous, Maire de Marseille,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2131-1,

Vu les articles L511.1 et suivants ainsi que les articles L521.1 à L521.4 du Code de la construction et de l'habitation,

Vu les articles R511.1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation,

Vu l'article R556-1 du Code de justice administrative,

Vu l'arrêté n° 2026_01146_VDM du 15 avril 2026, portant délégation de fonctions à Madame Audrey GARINO, adjointe au Maire en charge du logement, de l'hébergement et de la lutte contre l'habitat indigne,

Vu l'arrêté de péril non imminent n° 09/035/DPSP, signé en date du 20 janvier 2009, prescrivant des mesures définitives permettant de mettre fin à tout danger dans l'immeuble sis 92 rue Breteuil - 13006 MARSEILLE 6EME,

Vu le courrier préalable à l'engagement d'une procédure de mise en sécurité, notifié en date du 3 septembre 2026, portant sur des désordres constructifs supplémentaires susceptibles d'entraîner un risque pour le public dans l'immeuble sis 92 rue Breteuil - 13006 MARSEILLE 6EME,

Vu l'attestation de réalisation d'une surdalle dans le parking sur locaux au rez-de-chaussée, établie en date du 30 septembre 2026 par XXXXXX, ingénieur, représentant la société XXXXXXXXX,

Vu le rapport d'intervention n° 2026-0814, établi en date du 15 mai 2026 par la société XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX, domiciliée XXXXXXXXXXXXXXXX, concernant la réfection totale de la toiture du local de stationnement des véhicules à l'étage du bâtiment B,

Vu le rapport de visite dûment établi par les services de la Ville de Marseille en date du 14 octobre 2026, constatant la réalisation effective des travaux pérennes mettant fin durablement au danger dans l'immeuble sis 92 rue Breteuil - 13006 MARSEILLE 6EME,

Considérant l'immeuble sis 92 rue Breteuil - 13006 MARSEILLE 6EME, parcelle cadastrée section 828C, numéro 0105, quartier Vauban, pour une contenance cadastrale de 12 ares et 94 centiares,

Considérant que le représentant du syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis 92 rue Breteuil - 13006 MARSEILLE 6EME, syndic, domiciliée XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX,

Considérant qu'il ressort, de l'attestation de la société XXXXXXXXXX et du rapport d'intervention de la société XXXXXXXX, que les travaux de réparation définitifs ont bien été réalisés dans l'immeuble sis 92 rue Breteuil - 13006 MARSEILLE 6EME,

Considérant que la visite des services municipaux en date du 14 octobre 2026 a permis de constater la réalisation effective des travaux mettant fin à tout danger,

ARRÊTONS

Article 1

Il est pris acte d'une part de l'attestation de la société XXXXXXXX concernant la réalisation de la surdalle dans le parking sur locaux au rez-de-chaussée, et d'autre part, du rapport d'intervention de la société XXXXXXXX concernant la réfection totale de la toiture du local de stationnement des véhicules à l'étage du bâtiment B de l'immeuble sis 92 rue Breteuil - 13006 MARSEILLE 6EME, parcelle cadastrée section 828C, numéro 0105, quartier Vauban, pour une contenance cadastrale de 12 ares et 94 centiares, appartenant, selon nos informations à ce jour, au syndicat des copropriétaires représenté par la société XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX, syndic, domiciliée XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX.

La mainlevée de l'arrêté de péril non imminent n° 09/035/DPSP, signé en date du 20 janvier 2009, est prononcée et met fin à l'ensemble des arrêtés liés à ladite procédure.

Article 2

À compter de la notification du présent arrêté, l'immeuble peut à nouveau être utilisé. Les loyers ou indemnités d'occupation seront à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suivra la notification ou l'affichage du présent arrêté.

Article 3

Le présent arrêté sera notifié, sous pli contre signature ou par tout autre moyen conférant date certaine à la réception, au syndic de l'immeuble tel que mentionné à l'article 1 du présent arrêté.

Celui-ci le transmettra aux copropriétaires, aux ayants droit éventuels, **ainsi qu'aux occupants.**

Article 4

Le présent arrêté sera affiché en mairie de secteur et sur la porte de l'immeuble.

Article 5

Le présent arrêté sera transmis au Préfet du Département des Bouches-du Rhône, au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la Direction de la Voirie, au Bataillon des Marins Pompiers, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, et au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

Article 6

Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux devant le Maire.

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site **www.telerecours.fr**.

Audrey GARINO

Madame l'Adjointe en charge du
logement, de l'hébergement et de la
lutte contre
l'habitat indigne.

Signé le :



Audrey GARINO
adjointe au Maire en charge du
logement, de l'hébergement, et de la
lutte contre l'habitat indigne
16 oct. 2026